

Plaidoyer  
pour nos agriculteurs



Sylvie Brunel

# Plaidoyer pour nos agriculteurs

Il faudra demain  
nourrir le monde...

*Dans le vif*

BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2017.  
ISSN : 2427-6650  
ISBN : 978-2-283-02961-9

## SOMMAIRE

Introduction. Un cri d'alarme et un plaidoyer.....	9
I. Une vision dangereuse de l'agriculture ...	11
II. Nourrir sans affamer .....	21
III. Nourrir en protégeant la planète.....	37
IV. Parlons de ce qui fâche, les pesticides ..	57
V. L'enjeu vital des semences.....	71
VI. Cesser de manger de la viande sauvera- t-il la planète (et l'humanité) ?.....	87
VII. Irriguer pour éviter le retour de la faim.....	105
Ne passons pas à côté de ce qui demain sauvera le monde.....	115
Quelques références pour approfondir .....	117



## INTRODUCTION

# UN CRI D'ALARME ET UN PLAIDOYER

Pendant vingt ans, j'ai travaillé dans des ONG qui étaient confrontées à de graves crises alimentaires. Nous nous battions contre les famines et contre la faim chronique, qui continue d'affecter des millions de personnes à travers le monde.

Comparés à l'ampleur du problème, nos moyens étaient dérisoires. Néanmoins nous sauvions des vies et servions de sentinelles, alertant le monde sur les victimes oubliées. La faim est un tueur silencieux que l'abondance nous a fait oublier, alors qu'elle sévit toujours là où la pauvreté et le manque de moyens restent des réalités.

Et puis je suis revenue travailler en France. Et là, j'ai découvert une situation qui m'a sidérée : ceux qui nous nourrissent y sont maltraités. Pas un jour où le travail agricole n'est cloué au pilori. Grâce à lui pourtant, notre tout petit pays a acquis son indépendance alimentaire et il est même devenu un grand exportateur de nourriture. Mais, alors que la « marque France » reste dans bien des pays du monde un signe de qualité, en ce qui concerne les vins, certes, mais aussi les semences, les laitages, les céréales, la viande

bovine ou les pommes, les Français conspuent leur agriculture, prenant le risque de la voir disparaître.

Il fallait que je comprenne. Que je confronte mon expérience de la faim là-bas à la réalité des campagnes ici. Alors je suis partie voir comment travaillent ces agriculteurs si critiqués. J'ai sillonné la France rurale, parlé avec des centaines de personnes, visité de nombreuses exploitations. J'ai questionné, j'ai enquêté. Sans parti pris et avec ténacité.

Partout, j'ai vu des passionnés, des hommes et des femmes qui adorent leur métier et mettent tout en œuvre pour nous livrer une nourriture de qualité. Des cultivateurs, des arboriculteurs, des éleveurs qui consacrent leur vie à leurs fermes, à leurs champs, à leurs vergers, à leurs bêtes. Et qui souffrent terriblement de se sentir si méprisés, si incompris.

Ce livre est un cri d'alarme et un plaidoyer. Avons-nous oublié la peur de manquer ? Savons-nous encore ce qu'est tomber malade, voire mourir empoisonné, à cause d'une alimentation inadaptée ?

Alors que le climat change et que la population continue d'augmenter, il est urgent que nous changions d'attitude pour sauver nos campagnes et ceux qui nous nourrissent. Le temps nous est compté.



## CHAPITRE I

# UNE VISION DANGEREUSE DE L'AGRICULTURE

Aujourd'hui, la grande majorité des reportages et des émissions sur l'agriculture se déroulent à peu près de la même façon. L'équipe de tournage se rend chez un « paysan ». Beaucoup de journalistes n'aiment pas le terme « agriculteur », auquel ils attribuent une connotation péjorative. Cet homme ou cette femme a décidé de « rompre avec le système traditionnel » et de produire « différemment », ce qui permet de porter d'emblée une attaque contre les autres, les « conventionnels », vus comme des pollueurs, des saccageurs de nature, des producteurs de malbouffe. Parfois, le paysan lui-même a fait partie de cette caste honnie dans une vie antérieure, mais il a décidé de changer de vie après une prise de conscience douloureuse. Le voici *paysan born again*, comme il y a des *Christian born again*, et tout aussi fervent dans son œuvre de rédemption. Il arrive aussi qu'il n'ait absolument aucune notion agricole, mais veuille retrouver la « vraie » vie. Bien sûr, il s'est « converti » – terme éloquent – à l'agriculture biologique.

La superficie cultivée est généralement réduite, d'autant plus réduite que la production repose d'abord sur la main-d'œuvre familiale. Mais les coups de main sont bienvenus. Un mouvement appelé *woofing* offre à de jeunes Européens la possibilité de s'initier au travail agricole dans des fermes, généralement bio, où ils sont nourris et blanchis contre leurs heures de travail. Il rencontre un vif succès.

Le journaliste découvre les lieux avec bonheur, admire les méthodes de production naturelles, les fruits et les légumes, forcément meilleurs même s'ils sont racornis ou abîmés par les insectes et les champignons : il y voit le signe de l'authenticité, d'une valeur nutritionnelle supérieure. Ici, les tomates poussent sans produits de traitement, et même parfois sans eau, car notre paysan a su retrouver l'harmonie avec la nature qui, en retour, le couvre de ses bienfaits. Il a pu aussi rompre avec la grande distribution en se levant à l'aube pour vendre lui-même sur les marchés ses cageots de légumes cueillis à la main.

La conclusion est sans appel : voilà la solution pour rompre avec l'agriculture industrielle, chimique et dévoyée, qui enferme le producteur dans un cycle sans fin d'endettement, de course à l'agrandissement et de dépendance aux produits chimiques.

Pour moi qui viens de l'humanitaire et travaille depuis plus de trente ans sur les questions de sécurité alimentaire dans le monde, ce type de reportage part certes d'un constat juste, celui d'un modèle agricole en crise où la pression

environnementale et sociale est forte, mais il est mensonger et dangereux.

#### UNE AGRICULTURE EN CRISE

Le modèle agricole français est en crise. Cette crise est d'abord économique : beaucoup d'agriculteurs peinent à joindre les deux bouts, particulièrement chez les éleveurs. Le niveau d'endettement moyen des exploitations est très élevé : 160 000 euros, voire 200 000 euros quand le chef d'exploitation a moins de quarante ans. Elle est aussi sociétale : le monde paysan se décourage. La moitié a plus de cinquante-cinq ans. Près d'un agriculteur sur cinq ne trouve pas de repreneur, lorsque le moment est venu pour lui de s'arrêter. Les jeunes générations ne veulent plus poursuivre les exploitations : elles n'ont pas envie de trimer pour s'exposer à la vindicte collective et pour à peine gagner leur vie. Depuis une décennie, la moitié des exploitations agricoles ont disparu. Elles étaient 2 millions en 1960, elles sont moins de 500 000 aujourd'hui, dont 300 000 seulement considérées comme « professionnelles ». En Europe, une exploitation agricole disparaît tous les deux jours. Soit les exploitations restantes s'agrandissent, soit l'agriculture se financiarise et passe entre les mains d'investisseurs institutionnels, soit les terres cultivées se perdent, transformées en lotissements ou en friches.

Près de 70 000 hectares sont ainsi rayés chaque année de la superficie agricole utile (SAU) française,

qui ne représente plus que 29 millions d'hectares cultivés, au lieu de près de 40 millions en 1960. C'est ainsi que de plus en plus de vergers sont arrachés. Que beaucoup d'éleveurs laitiers et porcins ne s'en sortent plus et travaillent à perte. Certains se mettent à la céréaliculture dans l'espoir d'améliorer leurs revenus, espoir souvent déçu car la superficie exploitée est insuffisante et les terres de qualité médiocre.

Cette crise agricole nous rend de plus en plus dépendants de nos achats à l'étranger. La France, hier le deuxième exportateur mondial, est passée au cinquième rang, certes derrière les États-Unis et le Brésil qui disposent d'immenses étendues de terres cultivables, mais aussi derrière l'Allemagne, dont la SAU est pourtant inférieure de plus du tiers (17 millions d'hectares), et même derrière les Pays-Bas, qui ne cultivent pas plus de 2 millions d'hectares, durement gagnés sur la mer.

Certains s'en accommodent, jugeant que la vocation de la France n'est pas de nourrir le monde, mais de bien se nourrir elle-même avec une agriculture de qualité. Pourtant, notre agriculture est déjà une agriculture de qualité. C'est au niveau des produits standards que nos producteurs ont perdu une partie de leur compétitivité, non seulement sur les marchés mondiaux, mais aussi sur le territoire national. La prolifération des normes, l'alourdissement des charges, des contrôles, des interdictions pénalisent gravement leur travail quotidien. Ouvrir un nouveau bâtiment est un parcours du combattant. Ne parlons même pas de créer une réserve d'eau !

Ou de « traiter » les champs, mot perçu comme synonyme de toxique.

Résultat : nous vendons de moins en moins à l'étranger et lui achetons de plus en plus ; de nombreuses régions françaises se désertifient, parce que les agriculteurs en disparaissent. Si les vins, les eaux minérales, les céréales et les produits laitiers continuent de faire la force de la France à l'export, elle est de plus en plus dépendante de ses importations pour tout le reste.

Le constat est sans appel : bien que la « marque France » reste prestigieuse, la France ne se nourrit plus. Nous sommes en train de perdre notre agriculture à petit feu.

Peu de professions doivent aujourd'hui relever autant de défis que les agriculteurs. Le climat qui change ; les attentes croissantes de la société, qui a oublié la peur de manquer et exige des produits parfaits, beaux, sains, mais surtout pas chers en toute saison ; la concurrence internationale dans un monde ouvert ; la géopolitique qui ferme certains marchés, comme l'embargo alimentaire décrété par la Russie, premier importateur mondial de fruits et légumes, contre les produits européens ; la législation environnementale, de plus en plus exigeante, qui demande des mises en conformité coûteuses sans espoir de recettes accrues ; les ravageurs des récoltes qui se multiplient, avec la conjonction du réchauffement, de l'interdiction de produits dont la liste ne cesse de s'allonger, alors que la mondialisation introduit constamment de nouveaux virus, de nouveaux insectes, de nouvelles bactéries.

## LE RETOUR DE LA PRÉCARITÉ

Face à ces mutations, les agriculteurs ne restent pas les bras croisés. Pour continuer d'être compétitifs, ils revoient en permanence leurs méthodes de production, se remettent en question, innovent, mobilisant les techniques les plus avancées pour conduire leurs exploitations. Depuis quelques années, les campagnes connaissent ainsi une véritable révolution... Mais elle reste encore largement ignorée : l'agriculture idéale qui est aujourd'hui promue auprès de l'opinion publique ne tolère que le biologique, la proximité (les fameux circuits courts), la petite taille. Elle seule est vue comme humaine, propre, rémunératrice. Durable.

Pourtant, les reportages hagiographiques ne disent pas toute la vérité : beaucoup de ces nouveaux paysans s'épuisent au travail. Ils ont renoué avec la pénibilité d'antan, qui avait poussé leurs ancêtres à fuir les campagnes pour les villes. Bien qu'ils vendent leurs produits plus cher, ils ne gagnent pas forcément mieux leur vie, si l'on rapporte leurs revenus au temps passé. Et leur équilibre économique est fragile et précaire. Comme leurs ancêtres, ils vivent à la merci des infestations parasitaires, qui peuvent anéantir leurs récoltes, donc leurs revenus, retrouvant la situation des pays pauvres où le drame des ravageurs et des contaminations bactériologiques reste une réalité. Quant à leur production, elle coûte cher. Certes, ils ne s'adressent pas comme par le passé à des pauvres, pour lesquels le prix est une donnée essentielle permettant l'accès ou

non à la nourriture, mais à des consommateurs qui acceptent de payer cher pour se nourrir, en considérant que cet effort est la contrepartie de leurs convictions. Mais vendre moins et plus cher (ou vendre autant et au même prix, tout en travaillant comme un damné) fragilise ce modèle économique.

On oublie que l'invention des industries agroalimentaires et des grandes surfaces dans les années 1970 répondait à une demande sociétale, celle de salariés – et notamment de femmes – travaillant de plus en plus à l'extérieur du domicile, qui n'avaient plus le temps ni de faire leurs courses en passant de commerçant en commerçant sur la place du village, ni de mitonner longuement des repas élaborés dans leur cuisine. La modernisation de l'agriculture et la baisse des prix des produits agricoles ont été considérées comme d'immenses progrès. C'était un des objectifs de la politique agricole commune (PAC), mise en place en Europe au début des années 1960, quand les Français consacraient encore 40 % de leurs revenus à se nourrir (contre moins de 15 % aujourd'hui).

Si les agriculteurs qui se convertissent au bio parviennent à bien vivre de leur métier et à offrir à une clientèle choisie, plutôt à fort pouvoir d'achat, des produits de qualité, tant mieux. Penser en revanche que généraliser ce système de production nourrira le monde en résolvant le problème du chômage est une illusion aux conséquences dangereuses. L'agriculture biologique, bien qu'en forte croissance, n'a pour l'instant séduit que 7 % des producteurs, 10 % au

maximum quel que soit le pays, et elle n'occupe que 6 % de la SAU en France, parce qu'elle suppose beaucoup de travail, beaucoup de technicité, et qu'elle reste vulnérable, à la fois à la demande des consommateurs, à leur acceptation de payer plus, mais aussi aux caprices de la nature. Les rendements y sont généralement inférieurs d'un tiers. En produisant moins et en mobilisant beaucoup de main-d'œuvre, elle oblige à vendre plus cher. Or les quelque 750 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde sont précisément celles qui n'ont pas d'argent pour acheter de la nourriture, ou celles qui produisent trop peu pour faire face à leurs besoins. Comment oser préconiser un modèle qui renvoie les hommes et les femmes à la pénibilité du travail agricole en laissant volontairement de côté tous les ménages précaires ? Près de 9 millions de personnes sont considérées comme pauvres rien qu'en France ! La faim n'a pas disparu du monde occidental, comme le montrent les banques alimentaires. De plus, réduire la production agricole, c'est rendre la France encore plus dépendante de ses importations : si toute l'agriculture nationale passait au bio, elle ne nourrirait plus que deux tiers de la population les bonnes années, quand aujourd'hui non seulement elle alimente les 66 millions de Français, mais elle nourrit en outre des régions structurellement déficitaires, tels le Proche- et le Moyen-Orient. Ou alors il faudrait mettre en culture une partie des forêts qui couvrent le quart du territoire français pour compenser la baisse des rendements liée au passage du conventionnel au



bio. Précisément l'inverse de la tendance actuelle, qui voit s'accroître les superficies protégées.

La demande en bio excède aujourd'hui l'offre et conduit les grandes surfaces à importer de plus en plus de bio « industriel » produit dans des pays lointains, où les conditions sociales et environnementales ne sont pas garanties. Le petit producteur français souffre de cette concurrence déloyale, et l'innocuité de cette nourriture prête parfois à discussion. Avons-nous envie que des enfants et des femmes sous-payées grattent la terre et enlèvent les insectes ravageurs à la main pour satisfaire notre refus d'utiliser des produits chimiques ? Il faut se souvenir que les recherches en matière de protection des plantes ont sauvé l'humanité de la famine, quand les contaminations biologiques, les virus, les infestations parasitaires nous enlevaient la nourriture de la bouche... comme ils le font toujours dans les pays pauvres et comme ils risquent de le faire de nouveau demain. Les jardins familiaux, si prisés, demandent ainsi un travail considérable. Les aimables jardiniers dont certains médias font l'éloge relèvent d'un modèle de production qui ne fonctionne qu'à toute petite échelle, avec des débouchés solides et garantis. Les généraliser conduirait le monde à la famine. Quant à croire que l'immense jeunesse du Sud va s'épanouir en retournant gratter la terre dans les campagnes alors que deux personnes sur trois vivront en ville dans moins d'une génération, quelle illusion ! Les jeunes à smartphone du Sud et les populations vieillissantes du Nord n'accepteront jamais de désherber les carottes à la main. En France,

dans la filière bio, on fait venir des travailleurs équatoriens. En Espagne, la main-d'œuvre marocaine assure le travail, dans des conditions souvent difficiles. En Allemagne, ce sont les Turcs. Mais trouver comme par le passé des serfs pour accomplir le travail ingrat et pénible de la terre est une solution qui n'est ni durable ni morale.

Non, il faut privilégier d'autres solutions, qui nous garantissent une alimentation saine, de qualité, peu chère, respectueuse de l'environnement, mais aussi rémunératrice pour celui qui la produit. Et qui ne soit ni une agriculture sans paysans, où des machines produisent mécaniquement la nourriture, à grand renfort de carburants et d'émissions de CO<sub>2</sub>, ni un immense et dangereux retour en arrière, qui nous ferait payer très cher une nourriture chichement comptée en guettant les caprices du ciel.

L'agroécologie fait aujourd'hui figure de remède miracle. Elle prétend replacer la production agricole dans une vision « écosystémique » qui unirait agronomie et écologie, par opposition à l'agriculture traditionnelle, qualifiée d'« industrielle ». La réalité des campagnes est beaucoup plus complexe et c'est faire injure aux agriculteurs que de les imaginer indifférents à l'état de leurs sols, de leurs champs, de leurs bêtes. Nourrir en protégeant la planète... mais sans affamer personne, telle est aujourd'hui l'équation difficile à résoudre à toutes les échelles.